



Société québécoise de science politique

Review: [untitled]

Author(s): Bernard Fournier

Reviewed work(s):

La société québécoise après 30 ans de changements by Fernand Dumont

Source: *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, Vol. 26, No. 2 (Jun., 1993), pp. 392-394

Published by: Canadian Political Science Association and the Société québécoise de science politique

Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/3229228>

Accessed: 25/02/2009 11:22

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of JSTOR's Terms and Conditions of Use, available at <http://www.jstor.org/page/info/about/policies/terms.jsp>. JSTOR's Terms and Conditions of Use provides, in part, that unless you have obtained prior permission, you may not download an entire issue of a journal or multiple copies of articles, and you may use content in the JSTOR archive only for your personal, non-commercial use.

Please contact the publisher regarding any further use of this work. Publisher contact information may be obtained at <http://www.jstor.org/action/showPublisher?publisherCode=cpsa>.

Each copy of any part of a JSTOR transmission must contain the same copyright notice that appears on the screen or printed page of such transmission.

JSTOR is a not-for-profit organization founded in 1995 to build trusted digital archives for scholarship. We work with the scholarly community to preserve their work and the materials they rely upon, and to build a common research platform that promotes the discovery and use of these resources. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.



Canadian Political Science Association and Société québécoise de science politique are collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*.

<http://www.jstor.org>

his first initial in the bibliography is spelled incorrectly seven times (244-50); B. M. McLachlin is spelled one way in the text (146) and another way (MacLachlin) later (245); and one article by Bernard Grofman (178) is missing from the bibliography. Perhaps the inclusion of an index would have helped prevent these errors. Aside from these minor points, the book should be useful in courses that examine the topics of representation, legislatures, courts and democracy.

HARVEY PASIS *Athabasca University*

La société québécoise après 30 ans de changements

Fernand Dumont (sous la direction de)

Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, 358 p.

Sous ce titre ont été réunis les actes d'un colloque organisé en 1989 par l'Institut québécois de recherche sur la culture, auquel participèrent des professeurs ou des chercheurs de toutes les disciplines des sciences humaines, des journalistes et certains acteurs sociaux. Trente ans après la Révolution tranquille, il semblait nécessaire d'analyser les changements survenus au sein d'une société québécoise qui, loin de connaître l'effervescence des années antérieures, paraît maintenant « en panne d'interprétation » (14). S'il est précisé d'entrée de jeu que tous les secteurs de cette société n'ont pu être inclus dans un tel « exercice d'introspection » (exercice courant au sein de collectivités qui se veulent distinctes de leurs voisines, comme le relève Raymond Giroux, éditorialiste au *Soleil* de Québec [240]), l'éventail demeure suffisamment large pour nourrir la réflexion. Le lecteur spécialiste jugera cependant que certains thèmes reprennent trop exactement le fond commun des situations régulièrement stigmatisées par les médias; ces problèmes n'en sont pas moins réels et les textes des divers collaborateurs ont à tout le moins le mérite de formuler des hypothèses, tel que le suggère Guy Rocher (Université de Montréal [114]). La plupart des articles comprennent également une utile bibliographie pour orienter d'autres analyses. Le politologue, de son côté, regrettera cependant l'absence de considérations plus précises sur les possibilités d'émergence d'un nouveau changement politique au sens large du terme, qui pourrait justement servir en partie de réponse à de nombreux diagnostics parfois alarmants que posent ces observateurs de notre société.

L'ouvrage se compose de cinq parties selon une division qui révèle autant ce souci d'observer et d'analyser les changements de notre vie collective que de réfléchir sur l'état de sciences sociales qui, selon les organisateurs du colloque, ne fourniraient plus autant qu'autrefois les interprétations de ces changements. Fernand Dumont (Université Laval—IQRC) délimite ainsi le champ de la réflexion en posant dès le départ deux questions dont la teneur se retrouve en filigrane de la plupart des articles : les institutions mises en place au moment de la Révolution tranquille ne constitueraient-elles pas aujourd'hui un frein à la solution des problèmes actuels? Ne nuiraient-elles pas autant à l'interprétation des changements passés et de la situation présente? Vingt-six textes, à leur façon, apportent réponse à ces questions.

À la lecture de l'ouvrage—et comme le propose Dumont lui-même en introduction—, il apparaît rapidement que l'absence d'interprétation regrettée doit s'entendre comme une absence d'interprétation englobante et même « globalisante » des changements et des orientations à prendre. C'est sans doute en ce sens qu'il faut comprendre le questionnement de Dumont sur l'abandon des analyses en termes de classes sociales (20). Pourtant, on ne saurait conclure à

une stricte absence de conscience des problèmes actuels pour ces observateurs : que ce soit au sujet de la situation des jeunes (Jacques Lazure, UQAM), de l'intégration des immigrants (Gérald LeBlanc, journaliste), de l'avenir de la langue française et de la francophonie (Michel Plourde, Université de Montréal et Jean-Marc Léger, Fondation Lionel-Groulx), du système d'éducation (Nicole Gagnon et Jean Gould, Université Laval), du développement régional (Clermont Dugas, Université du Québec à Rimouski), du plein emploi et de la précarité du travail (Pierre Fortin, Université du Québec à Montréal et Simon Langlois, Université Laval), ou même de la télévision et de la presse (Florian Sauvageau, Université Laval et Paul-André Comeau, *Le Devoir*), les auteurs en relèvent largement les défis à l'aube du 21^e siècle. Stéphane Dion (Université de Montréal) rappelle même que la recherche en science politique se porte bien et, bien que l'on note une tendance chez les chercheurs, en raison des impératifs du milieu, à privilégier des sujets plus « universels », on ne saurait conclure à une diminution en nombre absolu du nombre de mémoires ou de thèses en science politique portant sur le Québec (317).

Loin de rechercher une interprétation globalisante, beaucoup d'auteurs insistent plutôt sur la multiplicité de leur objet. Renée B.-Dandurand (IQRC) relève ainsi la difficulté de définir la famille dans un article qui montre que notre image idéalisée de la famille (noyau stable d'enfants autour de deux parents) ne correspond en fait qu'à la situation propre aux familles de l'après-guerre (53). Simon Langlois note de même qu'il est moins évident de retrouver aujourd'hui des repères de classes dans une société où les statuts sont de plus en plus éclatés (97). Céline Saint-Pierre (Université du Québec à Montréal), analysant les transformations du monde du travail, souligne le recul des formes traditionnelles des rapports sociaux fondés sur l'autoritarisme et le dirigisme centralisé (72). Le sentiment religieux est aujourd'hui vécu « à la carte », comme le montre le père Julien Harvey (revue *Relations*) (156). Jocelyn Létourneau (Université Laval) en vient même, dans le dernier article de l'ouvrage, à s'interroger sur l'existence d'une collectivité québécoise conçue comme une « entité cohérente et inviolable dans sa totalité » au profit d'un « ensemble épars de communautés désarticulées et désagrégées, parfois divisées » (353). On ne peut se surprendre alors du fait que seul le droit puisse encore permettre la construction d'une norme commune, d'un certain « consensus social », comme le soutient Guy Rocher (Université de Montréal) pour expliquer en partie l'emprise grandissante que prend ce dernier.

Au niveau de la réflexion scientifique, il est difficile de regretter ces interprétations plus nuancées, ces analyses fondées sur la diversité des phénomènes, ces travaux d'historiographie qui, selon Gérard Bouchard (Université du Québec à Chicoutimi), délaissent les visions passéistes et idéelles pour analyser les inégalités, les divisions et les contrastes « qui ont toujours caractérisé la société québécoise » (254), ou encore ce climat de « convivialité » méthodologique qu'Esther Trépanier (Université du Québec à Montréal) note maintenant en histoire de l'art (321). Mais il faut aussi reconnaître que cette perspective laisse entière la question de l'action—et de son interprétation. Mettre ainsi en évidence la diversité des situations et des attentes ne serait-il pas aussi un phénomène concomitant d'un climat d'hésitations devant les actions à entreprendre? Pourtant, Claude Morin (ÉNAP), dans le domaine des relations internationales (232), et Lorraine Pagé (Centrale de l'enseignement du Québec), pour le monde syndical, rappellent pertinemment que toutes les expériences québécoises de la Révolution tranquille n'ont pas soulevé l'enthousiasme à leurs débuts. La partie de l'ouvrage réservée aux pouvoirs, malgré l'intérêt des articles qui la composent, contient des lacunes sur l'ensemble de cette question. Si l'État est identifié comme source partielle

des problèmes par l'entremise des institutions mises en place, mais aussi comme moyen éventuel d'action, ne faut-il pas s'interroger plus précisément sur les gens qui font agir cet État et qui pourront éventuellement en orienter le cours? L'article de Laurent Laplante (journaliste) offre quelques balises à cet égard, mais une réflexion plus précise aurait été nécessaire. Le bouleversement des institutions politiques par l'instauration de la charte des droits aurait-il tellement modifié le sens de l'action politique au Québec? En clair, existe-t-il aujourd'hui, une relève politique au sein des partis politiques, et au delà, dans la société même, au sein de groupes ou de mouvements?

L'ouvrage a au moins le mérite de poser la question au niveau de la relève intellectuelle. Les articles de Guy Fréchet (IQRC) et d'Andrée Gendreau (Musée de la civilisation) contribuent à la réflexion sur les conséquences sociales et personnelles des situations transitoires que vivent aujourd'hui la plupart des jeunes chercheurs; celui de Claude Bariteau (Université Laval) dresse quant à lui un état des disciplines, au niveau du financement et de la place des sciences sociales dans notre système d'enseignement supérieur (avec la structure originale des cégeps) pour ainsi interroger l'avenir. Toutefois, l'article de Jacques Létourneau se veut certainement le plus provocant en abordant de front la question de la relève des idées. Dans un cadre inspiré de la problématique phénoménologique et des thématiques de l'entreprise intellectuelle de Michel Foucault, il en appelle à un renouvellement conceptuel de nos disciplines. La sortie de l'impasse réside dans l'abandon de cette vision d'un être humain rationnel, mû par une série de relations objectives, pour se tourner vers cet « immense résidu » rejeté par l'approche rationaliste actuelle de la science que constitue l'« expérience vécue » des individus, l'*Erlebnis* où réside toute la richesse existentielle, spirituelle et expressive (347). Cette « aventure », selon l'expression de Létourneau, serait périlleuse et, contrairement à ce que l'on peut observer dans le domaine littéraire, ne serait pas encouragée par le milieu, mais il n'en semble pas moins évident pour l'auteur que ce nouveau « chantier » ne peut être entrepris que par les jeunes chercheurs eux-mêmes.

Cette volonté de renouvellement intellectuel est certes séduisante—bien que l'on puisse rechercher des voies différentes de celles que porte la tradition intellectuelle à laquelle se rattache Létourneau. On doutera cependant que les jeunes chercheurs s'engagent justement aujourd'hui dans une telle « aventure ». Mais n'est-ce pas là, effectivement, une partie du problème?

BERNARD FOURNIER *University of Rochester*

Mes premiers ministres, Lesage, Johnson, Bertrand, Bourassa et Lévesque

Claude Morin

Montréal : Boréal, 1991, 632 p.

La leçon générale qui ressort de la lecture de cet ouvrage est qu'il ne faut pas se fier aux apparences.

Bien que l'auteur annonce qu'il va y présenter des vignettes de « ses » premiers ministres en situations choisis, il décrit, en réalité, son habileté à jouer un rôle, parfois à son corps défendant, parfois mû par des convictions profondes, de *deus ex machina* auprès des cinq politiciens qui ont gouverné le Québec de 1960 à 1985. Derrière un style d'une fluidité toute journalistique, innocemment émaillé d'anecdotes et de pointes d'humour irrésistibles, pointent le cynisme et la psychologie incisive d'un spécialiste des coulisses du pouvoir dont les maximes et les leçons sont dignes d'un Machiavel ou d'un Richelieu.